



1 FÉVRIER 2019

FAITS SAILLANTS

- Me Mountaga Tall s'étonne de la lenteur sur la dépénalisation des délits de presse : « Nous avons bouclé un projet de loi sur la question avant de quitter le Gouvernement en 2017 »
([L'Indicateur du Renouveau/Maliweb](#) du 31 janvier 2019)
- Alain Holleville, ambassadeur de l'UE au Mali, sur la situation sécuritaire dans le centre : « Il est impératif pour les autorités malienne de retrouver une présence sur le terrain... »
([Le Républicain/Malijet](#) du 1 février 2019)
- Appel à meeting le 10 février : l'imam Dicko veut-il laver l'affront ?
([L'Indicateur du Renouveau/Malijet](#) du 1 février 2019)
- Côte d'Ivoire : d'anciens ministres de retour d'exil veulent « préparer le retour triomphal de Laurent Gbagbo »
([Jeune Afrique](#) du 1 février 2019)
- Un enregistrement qui accable un peu plus Alexandre Benalla
([France 24](#) du 1 février 2019)



POLITIQUE

NOTRE PARTI / L'OPPOSITION

L'Indicateur du Renouveau/Maliweb du 31 janvier 2019 - Youssouf Coulibaly

ME MOUNTAGA TALL S'ÉTONNE DE LA LENTEUR SUR LA DÉPÉNALISATION DES DÉLITS DE PRESSE : « NOUS AVONS BOUCLÉ UN PROJET DE LOI SUR LA QUESTION AVANT DE QUITTER LE GOUVERNEMENT EN 2017 »

EXTRAIT : « Fervent défenseur d'une loi sur la dépénalisation des délits de presse, Me Mountaga Tall s'étonne encore de la lenteur à ce niveau. « Nous avons bouclé un projet de loi sur la question avant de quitter le Gouvernement en 2017 », a laissé entendre le président du Congrès National d'Initiative Démocratique, Faso Yiriwa Ton (CNID-FYT), à la faveur de sa traditionnelle présentation des vœux à la presse malienne. »

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT / LA MAJORITÉ

L'Indicateur du Renouveau/Maliweb du 1 février 2019 - Bréhima Sogoba

GOUVERNEMENT-PARTIS POLITIQUES-SC : UN PREMIER CONTACT STIMULANT

EXTRAIT : « Suivant le décret n°0020/PM-RM du 17 janvier portant création d'un Cadre de Concertation Nationale et l'arrêté n°0037/MATD-SG de janvier portant composition du Cadre, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Mohamed Ag Erlaf, au nom du Gouvernement, a pris contact avec les formations politiques et des organisations de la société civile y compris les mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger. Les échanges ont porté sur la formalisation d'un cadre règlementaire pour un dialogue politique inclusif. »



Le Républicain/Malijet du 1 février 2019 – Madiassa Kaba Diakité

ALAIN HOLLEVILLE, AMBASSADEUR DE L'UE AU MALI, SUR LA SITUATION SÉCURITAIRE DANS LE CENTRE : « IL EST IMPÉRATIF POUR LES AUTORITÉS MALIENNE DE RETROUVER UNE PRÉSENCE SUR LE TERRAIN... »

EXTRAIT : « Le mercredi 30 janvier 2019, l'ambassadeur de l'Union Européenne au Mali Alain Holleville, lors d'un échange avec les responsables de rédaction de la presse malienne à Bamako, a fait le point de la coopération entre l'Union Européenne et le Mali. Le diplomate européen s'est aussi prononcé sur l'insécurité chronique qui sévit dans le centre et le nord du pays. Selon Alain Holleville, concernant la situation dans le centre, le « premier besoin impératif pour les autorités maliennes est de retrouver une présence sur le terrain, sur l'ensemble du territoire. » »

SOCIÉTÉ

L'Indicateur du Renouveau/Malijet du 1 février 2019 – Youssouf Coulibaly

BOULANGERIE : PAS DE PAIN POUR AUJOURD'HUI ET DEMAIN !

EXTRAIT : « La Fédération Syndicale des Boulangers et Pâtisseries du Mali décide de suspendre la production du pain pendant 48 heures, du 1er au 2 février. Elle exige l'application du prix consensuel établi depuis 2007 entre elle et le gouvernement. »

.....

Le Pays/Malijet du 1 février 2019 – Mamadou Diarra

MARCHÉ DE BANANE "NAMASSA DAGA" : PLUS DE 10000 COMMERÇANTS MENACÉS DE DÉGUERPISSEMENT

EXTRAIT : « Que de grognes, d'inquiétudes et de frustrations autour du projet des travaux d'élargissement en 2X2 voies de l'échangeur de la place des martyrs et ses différentes voies d'accès. Pour la réalisation de ces travaux, les commerçants de ce marché de banane sont menacés de déguerpissement. »

.....

L'Indicateur du Renouveau/Malijet du 1 février 2019 – O.B.S

APPEL À MEETING LE 10 FÉVRIER : L'IMAM DICKO VEUT-IL LAVER L'AFFRONT ?

EXTRAIT : « Après l'échec de la première tentative qui a buté au refus de la majorité des membres de son bureau, le président du Haut Conseil Islamique revient à la charge, en appelant à un grand meeting au Stade Omnisports Modibo Keita. »



L'Indicateur du Renouveau/Malijet du 31 janvier 2019 - Zié Mamadou Koné

NÉGOCIATION ENTRE SYNDICATS DE L'ÉDUCATION ET LE GOUVERNEMENT : LES POINTS DE BLOCAGE

EXTRAIT : « Le Gouvernement n'arrive toujours pas à convaincre les syndicats à suspendre leur mot d'ordre de grève qui paralyse les écoles. Selon les syndicalistes, le blocage se situe réellement au niveau de 4 points. Du coup, la grève des Syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 devient de plus en plus inquiétante. »

ACTU AFRIQUE

Jeune Afrique du 1 février 2019

CÔTE D'IVOIRE : D'ANCIENS MINISTRES DE RETOUR D'EXIL VEULENT « PRÉPARER LE RETOUR TRIOMPHAL DE LAURENT GBAGBO »

EXTRAIT : « Soixante-dix personnalités favorables à l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, qui s'étaient exilées au Ghana à la suite de la chute de leur mentor en avril 2011, sont rentrés jeudi à Abidjan. C'est la fin de huit ans d'exil pour ces responsables politiques, parmi lesquels cinq étaient ministres du dernier gouvernement de Laurent Gbagbo, non reconnu par la communauté internationale. Et la date choisie pour leur retour n'est pas anodine. Il est en effet intervenu à la veille de l'ouverture des audiences sur l'appel du Procureur contre la décision de la Cour pénale internationale (CPI) de remettre en liberté Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ce vendredi à La Haye. »

.....
RFI du 1 février 2019

RDC: DES DÉCRETS QUI POSENT QUESTION

EXTRAIT : « En République Démocratique du Congo, plusieurs organisations et acteurs de la société civile dénoncent les nominations qui ont été faites et les décisions qui ont été prises à quelques jours de la fin du mandat de Joseph Kabila. Certaines d'entre elles pourraient avoir été taillées sur mesure au profit des anciens membres du gouvernement et de l'entourage de Joseph Kabila. C'est le cas de deux décrets qui ont été signés en novembre 2018 et qui octroient au Premier ministre et autres membres du gouvernement de nombreux avantages. Dans ce décret publié dans le Journal officiel le 15 décembre 2018, il est reconnu aux anciens Premiers ministres, à charge du Trésor public, une indemnité mensuelle estimée à 30% des émoluments du Premier ministre en fonction, une indemnité mensuelle de logement équivalant à 5 000 dollars américains et bien d'autres avantages. Hormis le Premier ministre, tous les autres membres du gouvernement sont couverts par un autre décret qui leur reconnaît notamment une indemnité mensuelle estimée à 30% des émoluments de ceux en fonction. »



ACTU INTERNATIONALE

France 24 du 1 février 2019

UN ENREGISTREMENT QUI ACCABLE UN PEU PLUS ALEXANDRE BENALLA

EXTRAIT : « Le site Mediapart a publié jeudi des extraits d'un enregistrement d'Alexandre Benalla qui révèle que l'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron était impliqué dans un contrat de sécurité avec un oligarque russe, alors qu'il travaillait encore à l'Élysée. Ils évoquent le soutien du "patron", le chef de l'État, et parlent de leurs démêlés : alors qu'ils n'en avaient pas le droit, Vincent Crase et Alexandre Benalla ont eu une conversation en juillet, qui a été enregistrée, et dont Mediapart a publié, jeudi 31 janvier, des extraits. Selon le site d'information, la conversation a eu lieu le 26 juillet dernier, quelques jours après qu'Alexandre Benalla, ancien conseiller d'Emmanuel Macron, et Vincent Crase, ex-employé de La République en marche (LREM) et gendarme réserviste, ont été mis en examen pour des violences sur des manifestants le 1er mai 2018. Or, cette rencontre constitue une violation de leur contrôle judiciaire. Dans l'enregistrement, dont Mediapart ne dit pas dans quelles conditions il a été réalisé, Alexandre Benalla se targue du soutien du président de la République, alors que l'"affaire" qui porte son nom crée des remous jusqu'au sommet de l'État. »

.....

RFI du 1 février 2019

LOBBIES: UN PEU PLUS DE TRANSPARENCE AU PARLEMENT EUROPÉEN

EXTRAIT : « Le Parlement européen a voté ce jeudi une nouvelle obligation faite à certains eurodéputés, celle de publier leur agenda et d'ainsi rendre public l'ensemble de leurs rendez-vous afin de limiter le pouvoir d'influence des lobbies. Les eurodéputés ont modifié jeudi leur règlement interne pour renforcer la transparence de leurs rencontres avec des lobbyistes, grâce à un vote salué par des ONG mais dont les conditions ont provoqué une controverse au sein du Parlement européen. Les députés européens exerçant des fonctions de rapporteurs ou de présidents de commissions devront « publier en ligne toutes les réunions prévues avec les représentants d'intérêts », selon le texte adopté en plénière à Bruxelles (380 voix pour, 224 contre, 26 abstentions). »



SPORTS

RFI du 1 février 2019

LIGUE 1: LE SÉNÉGALAIS PAPY DJILOBODJI SUSPENDU 6 MATCHES

EXTRAIT : « La Commission de discipline de la Ligue (LFP) a sanctionné de six matches de suspension le défenseur de Guingamp, Papy Djilobodji. Auteur d'un pied haut sur le Rémois Pablo Chavarria samedi 26 janvier, Djilobodji a cassé le nez de l'Argentin. Ce dernier a annoncé mercredi 30 janvier sur son compte Twitter qu'il avait été opéré avec succès. Papy Djilobodji, international sénégalais, est arrivé à Guingamp cet hiver et jouait son deuxième match avec les Bretons. »